

Questions orales

fera le voyage prévu? Sinon, quels autres arrangements a-t-on faits?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, étant donné l'importance des questions maintenant débattues et la présence nécessaire de certains ministres essentiels, j'ai demandé au gouvernement japonais de remettre à plus tard la visite ministérielle, ce qu'ils ont accepté. J'irai moi-même à la demande du ministre des Affaires étrangères.

Une voix: N'êtes-vous pas un ministre essentiel?

M. Hellyer: Le ministre voudrait-il assurer à la Chambre, vu l'importance que revêt le commerce avec le Japon pour notre économie, à la fois en ce qui concerne les débouchés pour nos exportateurs et les répercussions des achats du Japon sur les prix canadiens, que la réunion de la délégation ministérielle au complet sera fixée à une date aussi rapprochée que possible?

M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur. Le gouvernement du Japon le souhaite autant que nous.

M. l'Orateur: Le député d'Oshawa-Whitby voudrait peut-être poser sa question maintenant, après quoi la présidence donnera la parole au député d'Annapolis Valley.

* * *

LE LOGEMENT**LE PROGRAMME D'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ—
DEMANDE DE MAJORATION DES CRÉDITS**

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Puisque la raison pour laquelle les crédits spéciaux n'ont pas été utilisés tient manifestement au fait que son ministère vient tout juste de terminer la rédaction du règlement où la population peut prendre connaissance des conditions d'admissibilité et puisqu'il s'agit là du seul programme offrant aux personnes touchant des revenus moyens des prêts hypothécaires à des taux d'intérêt se situant entre 6 et 8 p. 100, le ministre donnerait-il à la Chambre l'assurance qu'il essaiera bientôt d'obtenir de plus fortes affectations de crédits pour ce programme?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, c'est la coutume, au cours du mois de septembre, de revoir le budget de la SCHL afin de découvrir combien les particuliers et les provinces ont emprunté au titre des divers programmes. Nous allons voir quelles sommes du budget pourraient ou devraient être transférées d'un programme à un autre. Cette révision viendra s'ajouter à l'examen constant des mesures que nous pouvons prendre pour améliorer la situation du logement. C'est un fait que nous construisons

[M. Hellyer.]

actuellement au Canada plus de maisons que jamais. Notre seul problème tient à la répartition des revenus.

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE**LES MAJORATIONS DES PENSIONS—LE COÛT ESTIMATIF**

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et elle fait suite à d'autres touchant sa déclaration de cet après-midi. Pourrait-il nous dire combien coûteront approximativement, au taux actuel d'inflation, les majorations des pensions dont il a parlé à la Chambre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai donné quelques chiffres dans ma déclaration. J'ai dit que l'augmentation s'établirait de \$100 à \$105 pour les pensions de vieillesse et de \$170 à \$179 pour les pensions de vieillesse auxquelles vient s'ajouter le supplément de revenu garanti.

M. Nowlan: Le premier ministre pourrait-il préciser le coût global des modifications aux pensions si le Conseil du Trésor en a fait une estimation?

M. Trudeau: Je crois que le montant est inférieur à 100 millions de dollars, mais je le dis sous toutes réserves.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE**LES MESURES DÉFLATIONNISTES ENVISAGÉES PAR LE
GOUVERNEMENT—DEMANDE D'EXPLICATIONS**

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au premier ministre. Comme il a dit dans sa déclaration souhaiter ardemment que le Parlement discute de l'inflation de l'économie, et vu aussi le fait que le ministre des Finances ne prévoit aucune nouvelle mesure budgétaire, le premier ministre nous dirait-il quelle formule parlementaire il envisage pour permettre pareille discussion? En outre, pouvons-nous espérer avoir sous peu une idée des mesures législatives que le gouvernement compte présenter dans les jours à venir en vue de remédier aux causes fondamentales de l'inflation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les députés sauront sûrement exprimer leurs vues sur l'inflation et le coût de la vie lors de l'étude des projets de loi dont le gouvernement a donné avis.

M. MacDonald (Egmont): Le premier ministre sait très bien que les mesures législatives qui sont prévues ici visent pour la plupart le régime d'allocations familiales ou l'aide aux vieillards. Pourrait-il exposer précisément ce que le gouvernement envisage comme propositions économiques précises que la Chambre peut étudier pour s'attaquer à certaines des causes premières de l'inflation?